



República da Guiné-Bissau
Ministério do Ambiente e Ação Climática
Instituto Nacional do Ambiente

Projeto "Promoção de Uma Agricultura Clima-Inteligente no Leste da Guiné-Bissau"

TERMES DE REFERENCE EVALUATION A MI- PARCOURS

**PROJET « MISE A L'ÉCHELLE DES PRATIQUES
D'AGRICULTURE INTELLIGENTE DANS L'EST DE LA
GUINÉE-BISSAU »**

**ACCORD DE GESTION DON REFERENCE : 2019030/DON
FA GB 2019 12 00**

Mai 2026

1. Contexte de la mission

1.1. Contexte général

La Guinée-Bissau fait partie de la zone de transition entre la savane tropicale et la forêt subéquatoriale, qui s'étend de l'embouchure du fleuve Gambie au nord au Libéria au sud, et était autrefois connue sous le nom de « rivières du Sud » d'après l'Institut National des Statistiques de Guinée Bissau (2023), le pays compte 1 781 308 habitants en 2023 dont plus de la moitié vit dans des zones rurales, avec une prédiction de 2 053 621 habitants en 2030, avec un sexe ratio de 1 Homme pour 1,14 Femme.

La valeur de l'indice de développement humain (IDH) de la Guinée-Bissau est de 0,483 en 2021, ce qui classe le pays au 177e rang sur 191 pays. La Guinée-Bissau est classée quatrième sur la liste des États les plus fragiles d'Afrique de l'Ouest, après la Guinée, le Nigeria et le Niger, selon l'indice des États fragiles 2019 (FFP, 2019). Ce niveau élevé de fragilité limite les efforts visant à assurer l'accès des enfants à l'éducation, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) ainsi que les efforts visant à mettre en œuvre le plan national de développement appelé « Terra Ranka ».

Après une croissance modeste du PIB de 1,5% en 2020, elle a repris en 2021 avec un taux de 3,8% grâce à l'augmentation de la production de noix de cajou, principale exportation de la Guinée-Bissau (Fonds monétaire international). Toutefois, l'économie du pays est largement tributaire du secteur agricole, la production de riz et de noix de cajou étant les principaux contributeurs. Les perspectives économiques restent incertaines en raison non seulement de la situation politique instable, mais aussi de la volatilité des prix de la noix de cajou.

1.2. Contexte spécifique

L'économie de la Guinée Bissau repose essentiellement sur l'exploitation des ressources de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture, de l'élevage et de l'extraction minière. L'agriculture, la principale activité économique, est une agriculture de subsistance principalement axée sur le riz, la noix de cajou et le bétail. Elle emploie 82 % de la population active et génère 45 % du PIB ainsi que la majorité des recettes d'exportation.

En dépit du nombre important de personnes employées dans l'agriculture, la production agricole est insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires du pays estimés à 175 kg, dont 129,9 kg de riz par an et par personne. Le taux de couverture des besoins en céréales du pays par la production nationale n'était que d'environ 58 % sur la période 2000-2010, contre 72 % sur la période 1992-1997, reflétant une forte baisse de la production nationale. Le pays doit importer 30% du riz pour couvrir les besoins de la population. D'autres spéculations telles que les légumes, les tubercules, les oléagineux, le maïs, etc. sont également importées pour couvrir les besoins d'une population croissante.

Les statistiques montrent que 20 % des ménages ruraux sont touchés par l'insécurité alimentaire, dont 8 % par une insécurité alimentaire grave et 12 % par une insécurité

alimentaire modérée. Relativement à la zone du projet, l'insécurité alimentaire modérée touche 11 % de la population à Bafata et 12 % à Gabu.

La faible production agricole est alimentée et entretenue par les modes cultureux d'agriculture qui accentuent les changements climatiques. En effet, l'agriculture itinérante sur brûlis, les pratiques de chasse, l'extraction du miel et du vin de palme, etc., provoquent des feux de brousse qui entraînent une dégradation importante des sols et la destruction des forêts. Il en résulte une diminution des puits de carbone que sont les forêts et les sols, une réduction de l'infiltration des eaux de pluie avec pour corollaire une accélération de l'érosion des sols, l'inondation des terres agricoles en saison des pluies, le comblement des rivières et des bas-fonds par de la boue et du sable, l'assèchement des sols en saison sèche et l'indisponibilité de l'eau pour l'irrigation.

Cette situation interpelle à plus d'un titre les autorités politiques, les organisations régionales et internationales dont la BOAD et le Fonds d'adaptation. La BOAD a développé son portefeuille de projets dans les domaines du changement climatique, de la sécurité alimentaire et sur les questions liées à la réduction des risques de catastrophes naturelles dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). Le projet « Mise à l'échelle des pratiques d'agriculture intelligente dans l'est de la Guinée-Bissau » entre dans le cadre du portefeuille de projets financé par la BOAD.

1.3. Présentation du projet

Le projet porte sur l'aménagement des parcelles irriguées dans les bas-fonds pour maintenir la production agricole et l'approvisionnement en eau pour le bétail en périodes de sécheresse. Dans le contexte de l'extrême vulnérabilité des agriculteurs familiaux au changement climatique dans les terres arides de l'est de la Guinée-Bissau, l'objectif global de ce projet est de renforcer les pratiques et les capacités en matière d'agriculture intelligente face au climat dans la région du projet et au niveau institutionnel.

Grâce aux activités du projet, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance seront renforcés au niveau des ménages tout en augmentant les capacités de gestion des risques climatiques, de planification et d'adaptation à tous les niveaux de gouvernance.

Le projet renforcera particulièrement la capacité d'adaptation et la résilience au changement climatique dans les secteurs agraires et des ressources en eau en Guinée-Bissau dans les 14 tabancas initiales de la "région" de Gabú. Il est prévu une intégration de 100 tabancas supplémentaires des "régions" de Gabú et Bafatá dans le champ d'action du projet. Le projet vise une population cible totale d'environ 37.000 personnes dans l'est de la Guinée-Bissau.

Les objectifs spécifiques sont entre autres :

- Développer les capacités techniques et institutionnelles des acteurs concernés à faire face à l'augmentation du risque climatique dans la planification de l'adaptation au changement climatique ;
- Améliorer la résilience des systèmes de production agricole et contribuer à l'intensification de la production ;

- Promouvoir la diffusion des connaissances, des leçons apprises sur l'agriculture intelligente face au climat et sur la planification de l'adaptation à d'autres régions de la Guinée-Bissau et à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Sont présentés dans le tableau ci-après, les résultats attendus par composante du projet.

Composantes du projet/programme	Résultats concrets attendus	Résultats attendus
1. Développement des capacités techniques et institutionnelles pour faire face à l'augmentation des risques climatiques avec les pratiques et la planification de l'adaptation	1.1.1 Evaluation de la vulnérabilité socioclimatique de l'Est de la Guinée-Bissau	1.1 Renforcement de la capacité technique du gouvernement et des travailleurs de terrain à évaluer les impacts, la vulnérabilité et les besoins d'adaptation dans les régions extrêmement vulnérables
	1.1.2 Évaluation de la capacité technique de ministères et agents de terrain pour la planification de l'adaptation	
	1.1.3 Formulation d'un plan d'intervention détaillé pour des actions pilotes d'agriculture intelligente face au climat et des politiques, procédures et lignes directrices liées au climat changement, genre et ressources naturelles	
	1.2.1 Formations techniques sur les systèmes et le renforcement des capacités organisationnelles pour les groupes cibles identifiés	1.2 Groupements d'agriculteurs, professionnels privés du développement, associations et les experts gouvernementaux ont intégré les connaissances sur l'agriculture intelligente l'agriculture intelligente face au climat, l'environnement, le social et le genre dans la pratique (sur le terrain) et la planification de l'adaptation.
	1.2.2 Assistance technique et vulgarisation rurale pour les sous-projets	
	1.2.3 Formulation/mise à jour des plans d'urgence pour les risques climatiques gestion	
	1.2.4 Soutien aux groupes d'agriculteurs par les experts techniques du gouvernement pour adaptation actions mises en œuvre	
1.2.5 Renforcement des capacités pour prévenir les incendies de forêt		
2. Renforcer la résilience des systèmes de production agricole existants systèmes de production agricole existants, y compris des gestions de l'eau	2.1.1 Développement des basses terres pour maintenir la production agricole en période de sécheresse	2.1 Les activités agricoles et d'élevage sont intelligentes face au climat et contribuent à l'augmentation durable de la productivité et au renforcement de la sécurité alimentaire nationale
	2.1.2 Construction de micro-barrages pour l'irrigation du riz, des cultures maraîchères et l'approvisionnement en eau du bétail	
	2.1.3 Réhabilitation/ amélioration de la productivité des sols et des pâturages et investissements à petite échelle dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. intrants, machines et outils agricoles	
	2.1.4 Construction de forages/puits et de rampes pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau du bétail et des ménages et le développement des cultures maraîchères	

Composantes du projet/programme	Résultats concrets attendus	Résultats attendus
3. Connaissances gestion des enseignements tirés de l'agriculture intelligente face au climat et de la planification de l'adaptation	3.1.1 Stratégie de gestion élaborée	3.1 Pratiques agricoles durables pratiques agricoles et la gestion est diffusée dans des régions comparables du pays et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest
	3.1.2 Site web du projet développé et actif	
	3.1.3 Élaboration d'un manuel et d'autres documents sur les meilleures pratiques et mesures en faveur d'une agriculture intelligente face au climat	
	3.1.4 Diffusion des résultats auprès d'autres régions de la Guinée-Bissau et de l'Afrique de l'Ouest	

Conformément aux composantes du projet, les trois indicateurs de résultats comprennent :

- Les risques liés au changement climatique et les mesures d'adaptation intégrées dans les politiques, plans et programmes nationaux clés pour la gestion de l'eau, de l'agriculture et de l'élevage ;
- Des pratiques d'adaptation au changement climatique à petite et moyenne échelle pour la gestion de l'eau, de l'agriculture et de l'élevage sont démontrées et mises en œuvre dans la région sélectionnée ;
- Les enseignements tirés et les meilleures pratiques des activités pilotes, des initiatives de développement des capacités et des changements de politique sont diffusés.

La zone d'intervention du projet couvre les régions de Bafata et de Gabu particulièrement dans la partie septentrionale de ces régions, à savoir : Sonaco, Pirada, Pitche, Gabù, Cuntoboel et Ganadu.

2. Objectifs de l'évaluation

De façon globale, cette évaluation à mi-parcours commanditée dans le cadre de la mise en œuvre du projet a pour but d'apporter un éclairage sur les avancées du projet, de capitaliser les leçons apprises jusqu'alors, et d'informer la prise de décisions pour la suite du projet. Il s'agira de procéder à une évaluation en vue d'apprécier les performances du projet à travers les résultats obtenus à travers une analyse des critères de l'OCDE à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des actions menées par rapport aux objectifs visés.

Plus précisément, cette évaluation vise à :

- Apprécier les progrès dans la mise en œuvre des activités selon le cadre de résultats de l'intervention et les objectifs fixés depuis le démarrage du projet ;
- Apprécier la pertinence du projet et de l'approche de mise en œuvre ;
- Analyser l'efficience du projet et les alternatives qui permettent de maximiser les résultats sous la contrainte des ressources disponibles ;
- Explorer le niveau d'appropriation du projet par les communautés et les conditions de durabilité des acquis ;
- Identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques ;

- Formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles en vue d’optimiser la mise en œuvre du projet et l’atteinte des cibles des indicateurs ;

L’équipe d’évaluation fournira les évidences expliquant les analyses, les liens de cause à effet et identifiera les facteurs générant ou entravant le progrès. Cette évaluation doit encourager la responsabilisation des acteurs notamment des communautés, la prise de décisions, et l’apprentissage.

3. Méthodologie Et livrables attendus de l’évaluation

3.1. Critère d’évaluation

La présente évaluation fera l’objet des critères d’analyse suivants : Pertinence, Cohérence Efficacité, Efficience, Impact et Durabilité.

Pertinence : A travers ce critère, l’équipe d’évaluation appréciera la mesure dans laquelle les objectifs et la conception du projets correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays et des partenaires et demeurent pertinents au regard de l’évolution du contexte de la Guinée-Bissau.

Cohérence : A travers ce critère, l’équipe d’évaluation appréciera la mesure dans laquelle le projet est compatible avec les autres interventions menées dans les régions concernées et au niveau national, et des autres interventions de la BOAD.

Efficacité : Sous ce critère, l’équipe d’évaluation appréciera analysera la mesure dans laquelle les objectifs et les résultats du projet ont été atteints, ou sont en train de l’être, y compris les résultats différenciés entre populations.

Efficience : A travers ce critère, l’équipe d’évaluation appréciera la mesure dans laquelle le projet produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.

Impact : A travers ce critère, l’équipe d’évaluation appréciera la mesure dans laquelle le projet a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non.

Durabilité : Sous ce critère, l’équipe d’évaluation appréciera la mesure dans laquelle les bénéfices nets de l’intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer dans le temps au delà de la durée de vie du projet.

Le tableau ci-dessous présente quelques questions évaluatives indicatives qui seront approfondies lors du cadrage par l’équipe d’évaluation sur la base de la revue documentaire et des entretiens préliminaires.

Critères	Question évaluatives indicatives
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les besoins prioritaires agriculteurs des régions Sonaco, Pirada, Pitche, Gabù, Cuntoboel et Ganadu sont ils pris en compte dans la conception du Projet ? • Dans quelle mesure le projet est aligné sur les orientations des politiques nationale et sectorielle agricole de la Guinée Bissau ? • Dans quelle mesure, les objectifs et les résultats du projet demeurent-ils pertinents au regard de l’évolution du contexte de

	la Guinée-Bissau ?
Coéhérence	<ul style="list-style-type: none"> • En quoi le projet est aligné sur les orientations internationales en matière de gestions des risques climatiques et d'adaptation aux changements climatiques ? • Dans quelle mesure le projet est-il compatible avec les autres interventions menées (terminées ou en cours) dans les régions de Sonaco, Pirada, Pitche, Gabù, Cuntoboel et Ganadu ? • En quoi le projet est-il cohérent ou complémentaire avec les autres interventions terminées ou en cours de la BOAD en Guinée Bissau ?
Efficiacité	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est le niveau de réalisation des activités prévues dans chacune des composantes du projet conformément à la planification initiale ? • Quelle est le niveau d'atteinte des indicateurs de performance du projet ? • Comment les bénéficiaires perçoivent la qualité de l'accompagnement et des biens qui leur sont proposés ? • Dans quelle mesure la coordination avec les acteurs institutionnels (départements ministériels) permet-elle de favoriser la mise en œuvre des activités ? • Dans quelle mesure les approches innovantes proposées dans le cadre du projet et sont-elles adoptées et utilisées les bénéficiaires ? • Quelles ont été les facteurs qui ont affecté positivement ou négativement la mise en œuvre des activités sur le terrain ?
Efficiene	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les ressources ont été mises à disposition à bonne date pour permettre une mise en œuvre des activités conformément au planning initial ? • Dans quelle mesure les ressources prévues sont-elles suffisantes pour dérouler l'ensemble des activités du projet ? • Quel est le taux d'exécution financière du projet ? et quels sont les contraintes à la consommation des ressources financières ? • Dans quelle mesure la gestion des ressources du projet est elle économe ?
Impact	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure le projet a amélioré les pratiques d'agriculture intelligente ? • En quoi le projet a renforcé les moyens de subsistance des ménages bénéficiaires ? • En quoi le projet a renforcé les capacités de gestion des risques climatiques, de planification et d'adaptation des acteurs ? • Quels sont les effets non intentionnels induits par la mise en œuvre des activités ?
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est le niveau d'appropriation des activités du projet par les acteurs y compris les bénéficiaires finaux ? • Quelles mesure les acquis du projet seront durables ?
	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure le projet tient compte des enjeux liés à l'égalité de genre et contribue à la réduction des inégalités.

3.2. Approche d'évaluation

L'évaluation à mi-parcours se reposera sur une méthodologie à la fois quantitative et qualitative de collecte et d'analyse de données. La partie quantitative visera à documenter les résultats quantitatifs du projet à travers des données chiffrées collectées auprès des bénéficiaires. Cette partie de l'évaluation prendra le cadre de résultats du projet comme son point de départ.

La dimension qualitative viendra non seulement enrichir et compléter les données quantitatives, mais également approfondir l'analyse et confirmer les résultats obtenus. Elle fournira des explications qualitatives des changements attribués au projet et difficilement captées par enquête quantitative.

L'évaluation devra adopter une approche sensible au genre, à l'inclusion et aux droits humains. L'évaluation sensible au genre utilise une approche systématique pour examiner des facteurs relatifs au genre qui évaluent et promeuvent les questions d'égalité de genre et fournit une analyse des structures de contrôle politique et social qui créent l'égalité des sexes.

3.3. Livrables attendus

Il est attendu de l'évaluation :

- ✓ **Rapport de démarrage** : Le rapport doit inclure la méthodologie détaillée de l'évaluation incluant l'échantillon, le chronogramme détaillé des tâches ainsi que les outils de collecte de données ;
- ✓ **Rapport provisoire** : Ce rapport présente les résultats, conclusions, recommandations, et leçons apprises, tout en intégrant une analyse des critères retenus. Ce rapport doit être soumis à l'unité de gestion du projet pour commentaires et amendements.
- ✓ **Rapport final d'évaluation** : Le rapport final intégrera les amendements des différentes parties prenantes de l'évaluation. Le rapport final devra comporter une synthèse exhaustive des conclusions et recommandations.

4. Equipe d'évaluation

L'évaluation sera confiée à une équipe de deux experts dont une/un experte internationale et l'autre nationale, tous spécialistes d'évaluation de projet et programme.

Critères d'appréciation	Sous-critères d'appréciation	Notes /sous-critère	Maximum de points maximums par critère
-------------------------	------------------------------	---------------------	--

Critères d'appréciation	Sous-critères d'appréciation	Notes /sous-critère	Maximum de points maximums par critère
Nature des activités du candidat en lien avec le domaine des prestations	Cabinet ou bureau d'études légalement constitué (RCCM, etc.) et agréé pour le domaine concerné	10	10
Nombre d'années d'expérience	Moins de cinq (05) années	1	10
	05<=Nombre<Dix (10) années	05	
	Dix (10) années au moins	10	
Qualifications spécifiques dans le domaine durant les dix dernières années (2016-2025) appuyées par des attestations de bonne fin délivrée par les clients ou les pages de garde et de signature des contrats	Nombre de missions de suivi-évaluation de projet (05 points par mission)	10	30
	Nombre de missions de suivi-évaluation de projet de développement agricole ou rural (05 points par mission)	20	
Organisation technique et managériale du cabinet	Bonne organisation technique (Existence de moyens techniques)	15	15
	Bonne organisation managériale (Existence d'un organigramme)	10	
Qualifications générales et nombre de professionnels permanents du cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Expert en suivi-évaluation de niveau BAC +5 = X points. - Expert en gestion de projet de niveau BAC +5 = Y points. - Expert en statistique de niveau BAC+5 = Z points <p>Avec X+Y+Z =35.</p> <p>X, Y et Z sont à déterminer par l'Autorité contractante dans la version finale de l'AMI.</p>	35	35
	TOTAL		100

5. Calendrier de la mission

L'évaluation à mi-parcours du projet durera 60 jours calendaires (y compris les missions terrain, la production des rapports et les différentes restitutions) à partir de la date de signature du contrat.

6. Paiement

Le paiement se fera en fonction des livrables. Les modalités de paiements sont les suivantes :

- ✓ 30% après soumission du Rapport de démarrage
- ✓ 40% après soumission et acceptation du rapport provisoire d'évaluation
- ✓ 30% après soumission du rapport final d'évaluation

1.1 Cadre de mesure de la performance du projet

Tableau 1-Niveau de mise en œuvre des indicateurs

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
<p>Objectif général : renforcer les pratiques et les capacités en matière d'agriculture intelligente face au climat dans la région du projet et au niveau institutionnel</p>	<p>Nombre de bénéficiaires du projet</p>	<p>0</p>	<p>54 516 personnes dont (28 075 femmes, bénéficiaires des 1762 ha de périmètres irrigués avec les infrastructures développées pour renforcer la résilience des populations pour leur sécurité alimentaire avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 24 516 personnes (4000 groupes ou ménages agricoles) bénéficiaires directs de 1362 hectares aménagés pour la production de riz - 16800 personnes (2800 groupes ou ménages agricoles) bénéficiaires directs de la production maraîchère - 6000 personnes (1000 groupes d'éleveurs ou ménages) bénéficiaires directs de 1000 ha de pâturages - 7200 personnes (1200 ménages) bénéficiaires directs de l'approvisionnement en eau 	<p>Rapports de suivi et d'évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Disponibilité des ressources financières * Volonté politique des gouvernements nationaux et locaux * Sélection de personnes vulnérables et très actives qui ont montré de l'intérêt pour le projet
<p>Composante 1 : Développement de la capacité technique et institutionnelle à faire face à l'augmentation des risques climatiques avec les pratiques d'adaptation et les mesures d'atténuation.</p>	<p>Niveau de capacité technique et institutionnelle des institutions gouvernementales nationales et locales, des experts et des groupes d'agriculteurs, les professionnels du secteur privé, les associations et les pouvoirs publics pour faire face à l'augmentation des</p>	<p>Manque de capacités techniques et institutionnelles pour faire face à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, le risque climatique avec les pratiques et la</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Les capacités de 6 ministères et services gouvernementaux locaux (agriculture, élevage, hydraulique, forêt, environnement, protection civile) sont renforcées pour faire face à l'augmentation des risques climatiques grâce aux pratiques et à la planification de l'adaptation * 6800 groupes ou ménages sont informés des risques climatiques grâce aux pratiques et à la planification de 	<p>Rapports de suivi et d'évaluation Documents de politiques et plans relatifs au climat disponibles</p>	<p>Participation effective des services techniques et des ministères</p>

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
	risques climatiques grâce aux pratiques d'adaptation et à la planification	planification de l'adaptation	l'adaptation.		
	Nombre et type de politiques, procédures et lignes directrices améliorées ou mises en place qui intègrent des éléments liés à l'intelligence climatique	Absence de lignes directrices pour la gestion des risques d'adaptation et la gestion durable des ressources naturelles et des questions sociales	* 1 document de politique nationale, 4 plans de développement locaux et régionaux intègrent des questions liées au climat. * Au moins 10 politiques, procédures et lignes directrices ont été élaborées, renforcées et mises à jour en vue d'une gestion rationnelle des questions environnementales et sociales.	Documents et procédures politiques, ainsi que lignes directrices environnementales et sociales disponibles	
Résultat 1.1. Renforcement de la capacité technique des gouvernements et des travailleurs de terrain à évaluer les impacts, la vulnérabilité et les besoins d'adaptation dans les régions extrêmement vulnérables	Nombre de personnes formées pour aider les bénéficiaires à utiliser des pratiques agricoles intelligentes face au climat afin de réagir aux événements liés au climat et d'en atténuer les effets	Manque de formation et de documentation (politiques, lignes directrices, etc.) sur l'adaptation au changement climatique dans la majorité des secteurs de la zone du projet	Les capacités de 6 ministères et des services gouvernementaux locaux (agriculture, élevage, hydraulique, forêt, environnement, protection civile) sont renforcées pour évaluer les impacts, la vulnérabilité et les besoins d'adaptation dans les régions extrêmement vulnérables.	Rapports de formation Rapports de suivi et d'évaluation	Pleine participation des experts gouvernementaux, des services techniques locaux et régionaux et de la population concernée

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
Résultat 1.1.1. Évaluation de la vulnérabilité socioclimatique de l'Est de la Guinée-Bissau	Nombre d'évaluations de la vulnérabilité socio-climatique pour la Guinée-Bissau orientale	Manque de données relatives à la vulnérabilité socio-climatique	* 1 document d'évaluation de la vulnérabilité socio-climatique disponible pour l'Est de la Guinée Bissau avec des données pour la planification des actions d'adaptation * 1 ligne directrice sur l'évaluation de la vulnérabilité socio-climatique locale disponible	Le rapport d'évaluation Le guide sur l'évaluation de la vulnérabilité socio-climatique locale	Pleine participation et implication des services publics locaux
Résultat 1.1.2. Évaluation des besoins en renforcement des capacités techniques des ministères et des agents de terrain pour la planification de l'adaptation	Nombre de ministères clés ayant des besoins en matière de planification de l'adaptation identifiés	Manque de capacités des experts des ministères clés en matière de planification de l'adaptation	1 rapport sur l'évaluation des besoins en renforcement des capacités techniques des ministères et des agents de terrain pour la planification de l'adaptation	Le rapport sur l'évaluation des besoins de renforcement des capacités techniques des ministères et des opérateurs de terrain pour la planification de l'adaptation	Pleine participation et implication des institutions gouvernementales et des services locaux
Résultat 1.1.3. Formulation d'un plan d'intervention détaillé pour des actions pilotes d'agriculture intelligente face au climat et des politiques, procédures et lignes directrices relatives au changement climatique, à l'égalité des sexes et aux ressources naturelles	Nombre de plans d'intervention détaillés pour des actions pilotes d'agriculture intelligente face au climat préparés	Absence de plan d'intervention détaillé pour les actions pilotes en matière d'agriculture intelligente face au climat	01 plan d'intervention détaillé pour des actions pilotes en matière d'agriculture intelligente face au climat pour l'est de la Guinée-Bissau élaboré	Plan d'intervention détaillé pour les actions pilotes en matière d'agriculture intelligente face au climat pour l'Est de la Guinée-Bissau	
	Nombre de politiques et de plans révisés pour tenir compte des questions d'adaptation au changement climatique et de la gestion durable des ressources naturelles	La lettre de la politique nationale de développement agricole, la lettre de politique	La politique de gestion forestière est revue pour prendre en compte les questions liées au changement climatique	Amélioration de la politique de gestion forestière	

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
		nationale pour le développement de l'élevage ; le plan directeur national de l'eau et de l'assainissement			
	Nombre de politiques, procédures et lignes directrices élaborées et mises en œuvre	Le plan de développement régional de Gabu et le plan de développement local de Pirada et Pitche sont examinés.	<ul style="list-style-type: none"> * Le plan de développement régional de Bafata est revu pour prendre en compte les questions liées au changement climatique * 3 plans de développement locaux sont revus pour prendre en compte les enjeux du changement climatique dans les secteurs de Sonaco, Contuboel et Ganadu * Au moins 10 politiques, procédures et lignes directrices élaborées pour inclure les garanties environnementales et sociales et les questions de genre sont approuvées et mises en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> * Amélioration du plan de développement régional de Bafata * Amélioration de la situation locale des plans de développement prenant en compte les enjeux du changement climatique dans les secteurs de Sonaco, Contuboel et Ganadu * Préparation de documents sur les politiques, les procédures et les lignes directrices * Rapport de mise en œuvre des politiques, procédures et lignes directrices préparées 	

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
Résultat 1.2. Les groupes d'agriculteurs, les professionnels privés du développement, les associations et les experts gouvernementaux ont intégré les connaissances sur l'agriculture intelligente face au climat, dans la pratique (sur le terrain) et la planification de l'adaptation	Nombre de groupes d'agriculteurs, de professionnels privés du développement, d'associations formés aux connaissances de l'agriculture intelligente face au climat pour contrôler les inondations, maintenir la production agricole, le bétail et l'approvisionnement en eau de la population en période de sèche	267 producteurs dont 58 femmes sont formés aux techniques du zaï, de la rotation, de l'association de cultures et du labour transversal dans le cadre du projet LDCF	Au moins 4 000 nouveaux producteurs, dont 2 060 femmes, sont formés sur place aux pratiques agricoles respectueuses du climat	Rapports de suivi et d'évaluation	Pleine participation et implication des acteurs du développement national et local (institutions gouvernementales, collectivités locales, ONG, associations, secteur privé, populations, etc.)
Résultat 1.2.1. Formations techniques sur les systèmes adaptatifs et le renforcement des capacités organisationnelles pour les ONG et les groupes cibles identifiés	Nombre d'ONG formées	Les formations sur les conséquences des impacts négatifs du changement climatique et les mesures d'adaptation en termes de petite irrigation sont insuffisantes dans la zone du projet	* Les capacités d'au moins 5 ONG ont été renforcées pour organiser les groupes de producteurs en comités de gestion et les former à leur mission * 40 sessions par an pendant deux ans (c'est-à-dire deux sessions sur chaque site de projet) sont organisées pour les bénéficiaires afin de renforcer leurs capacités en matière de systèmes adaptatifs.	Rapports de formation	Implication des bénéficiaires dans l'application des connaissances et des pratiques d'adaptation au changement climatique
	Nombre de bénéficiaires formés aux systèmes adaptatifs	267 producteurs dont 58 femmes sont formés aux techniques du zaï, de la rotation, de l'association de cultures et du labour transversal	Au moins 4 000 nouveaux producteurs, dont 2 060 femmes, sont formés sur place aux pratiques agricoles respectueuses du climat	Rapport de formation pratique sur site sur les pratiques résilientes en matière de changement climatique	Sensibilisation des bénéficiaires pour surmonter les éventuelles barrières culturelles

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
		dans le cadre du projet LDCF			
Résultat 1.2.2. Assistance technique et vulgarisation rurale pour les sous-projets	Nombre et type d'assistance technique fournie pour le développement des sous-projets	Manque d'assistance technique aux producteurs	100% des bénéficiaires ont bénéficié de l'assistance technique des services décentralisés	Rapport d'assistance technique	Pleine participation et implication des services publics décentralisés
Résultat 1.2.3. Formulation/mise à jour des plans d'urgence pour la gestion des risques climatiques au niveau des micro-barrages	Nombre de plans d'urgence élaborés ou mis à jour pour gérer les risques d'inondation	Plan d'urgence inexistant dans les zones de projet	* 01 Plan d'urgence formulé * 21 Adaptation du plan d'urgence des sites * Au moins 75 % de la population bénéficiaire a maîtrisé le plan d'urgence et est en mesure de faire face aux risques liés au changement climatique	* Plan d'urgence * Rapport de suivi	Participation de la zone cible Protection civile et bénéficiaires
Résultat 1.2.4. Soutien aux groupes d'agriculteurs par les experts techniques du gouvernement pour les actions d'adaptation	Pourcentage de producteurs ayant bénéficié de services d'assistance technique pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation	Soutien très insuffisant des services techniques aux producteurs	100 % des bénéficiaires ont bénéficié de l'appui technique des services décentralisés	Données de base collectées sur les sites Rapport de gestion trimestriel Rapport d'évaluation à mi-parcours	Pleine participation et implication des services publics décentralisés
	Pourcentage de pompiers organisés et formés à la prévention des incendies de forêt		100 % des capacités des brigades de pompiers sont mises en place pour prévenir et combattre les feux de brousse		

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
Résultat 2.1.3. Réhabilitation/amélioration de la productivité des sols et investissements à petite échelle dans les intrants, les machines et les outils agricoles	Nombre de personnes sensibilisées aux effets néfastes de la pratique de l'agriculture itinérante sur la fertilité des sols et le rendement des cultures	Absence de campagnes de sensibilisation aux effets néfastes de la pratique de l'agriculture itinérante sur la fertilité des sols et le rendement des cultures	Au moins 50 000 bénéficiaires sont sensibilisés aux effets néfastes de la pratique de l'agriculture itinérante sur la fertilité des sols et le rendement des cultures		
	Pourcentage de la population ciblée pour les mesures d'adaptation	* 55 % des producteurs formés dans le cadre du projet LDCF appliquent des techniques adaptatives * 0 producteurs formés aux techniques de riziculture intensive (SRI)	* Au moins 75 % des bénéficiaires appliquent des pratiques agricoles intelligentes sur les sites du projet d'adaptation * Au moins 200 producteurs, dont 110 femmes, sont formés aux techniques du système de riziculture intensive (SRI)		
	Nombre de producteurs formés sur la technique de multiplication des semences	28 producteurs formés sur la technique de multiplication des semences de riz et produisent des semences	Au moins 400 producteurs formés à la technique de multiplication des semences de riz et de fruits et légumes		
	Productivité agricole moyenne des cultures (kg/ha), mesurée au niveau du site - montrant des améliorations par rapport au	600 kg/ha pour le riz 10000 kg/ha de pommes de terre 8000 kg/ha de	4000 kg/ha pour le riz 25000 kg/ha pour les pommes de terre 22000kg/ha de tomates 23000 kg/ha d'oignon		

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
	niveau de référence	tomates 8000 kg/ha d'oignons			
	Nombre d'hectares développés pour la production de fourrage	16,5 hectares de Brachiaria (fourrage) installés pour 468 éleveurs (soit 0,035 ha par personne) dans le cadre du projet LDCF	1000 hectares de fourrage (<i>brachiaria</i> et légumineuses) installés pour 6000 personnes (0,156 ha par personne)		
	Nombre d'éleveurs et d'agriculteurs formés à la production d'engrais organiques	80 éleveurs formés (40 hommes et 40 femmes) sur la production technique d'engrais organiques à partir des excréments du bétail	Au moins 500 éleveurs et agriculteurs dont 250 femmes formés aux techniques de production d'engrais organiques à partir des excréments du bétail		
	Nombre de pluviomètres installés pour soutenir le suivi de l'adaptation de l'agriculture aux perturbations climatiques	Absence de pluviomètres	120 pluviomètres installés		
	Nombre de missions de surveillance et d'analyse de la qualité de l'eau et du sol	Absence d'analyse de la qualité de l'eau et du sol dans la zone du projet	* Equipement de l'analyse de la qualité du sol et de l'eau disponible * Au moins une mission d'analyse de la qualité de l'eau et du sol est effectuée par an		

Objectif	Indicateur	Donnée de référence	Cible	Moyen de vérification	Hypothèse/Risque
Résultat 2.1.4. Construction de forages et de rampes pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau du bétail et de l'eau domestique et le développement des jardins maraîchers	Nombre de points d'eau potable créés pour approvisionner la population en eau potable	Manque de points d'eau potable pour la consommation domestique	30 puits d'eau et 5 rampes d'accès au fleuve Corubal pour améliorer l'approvisionnement en eau potable de la population et du bétail		
	Nombre d'hectares aménagés pour la culture maraîchère et nombre de bénéficiaires	Absence de cultures maraîchères en raison du manque d'eau	* 400 ha de nouveaux jardins maraîchers sont développés * 16 800 personnes bénéficient des activités de jardinage		

